



UBS/Trump

Comme au bon vieux temps

Von Christian Campiche , 03.02.2017

L'envol de l'action UBS au lendemain de l'élection de Donald Trump en était le signe avant-coureur.

La plus grande banque helvétique et la nouvelle administration américaine roucoulent comme au bon vieux temps.

Et pour cause. L'hebdomadaire alémanique « Handelszeitung » a révélé les noms des membres du cabinet Trump qui auraient placé de l'argent ou emprunté à UBS: le secrétaire au commerce Wilbur Ross, sa collègue aux Transports Elaine Chao, voire le ministre des Affaires étrangères Rex Tillerson. Même le président Trump aurait une dette hypothécaire de plusieurs millions à l'UBS!

Ce n'est pas avec son prédécesseur que cela serait arrivé! Comme nul autre président américain, Barak Obama a soumis consciencieusement les banques étrangères à la taille et à la corvée avec des scrupules très relatifs, dans la mesure où ces établissements furent des acteurs non négligeables de la crise des subprimes, déclencheur d'un krach mondial. Aujourd'hui UBS ose croire qu'elle a mangé son pain noir.

Une interview accordée à l'agence Bloomberg par le PDG d'UBS témoigne de cette confiance retrouvée. Sergio Ermotti annonce une hausse des actifs sous gestion aux Etats-Unis au cours du dernier trimestre marqué par l'élection présidentielle. UBS piétine pourtant dans une trentaine de pays asiatiques, émergents et européens où entre en vigueur l'échange automatique d'informations, système que la Suisse, faute de réciprocité, se refuse à pratiquer avec les Etats-Unis.

Comme le coeur, le porte-monnaie a ses raisons que la raison ignore. D'une certaine manière, le retour en grâce d'UBS outre-Atlantique restitue au secret bancaire une légitimité dont les Suisses pourraient se prévaloir quand ils voteront sur l'initiative «Oui à la protection de la sphère privée », récemment adoubee par le parlement. Au risque de heurter la morale? Paraphrasant Voltaire dans son dernier livre « La Suisse à l'heure du Brexit », paru chez Slatkine, l'historien et journaliste français Jean-Pierre Richardot observe cette schizophrénie séculaire qu'entretient un pays où «longtemps encore des banquiers sauteront par des millions de fenêtres, y compris les moins recommandables.» Et de conclure: «Tant que cette gymnastique bancaire se poursuivra, la Suisse continuera d'être peu estimée et faiblement aimée en France et dans toute l'Europe. Et ce, en dépit de son incroyable réussite politique, économique, sociale, humaine.»